Hors bilan	Montant
Engagements reçus	855 024
Engagements de financement	625 000
Engagements de garantie	230 024
Engagements sur titres	—

95321

EVIALIS

Société anonyme au capital de 10 410 336 €.
Siège social : Talhouët, 56250 Saint-Nolff.
636 320 038 R.C.S. Vannes. — APE : 157 A.

Chiffre d'affaires du premier semestre 2005 : 307,8 M€.
(En millions d'euros.)

Normes IFRS	Premier semestre 2005	Premier semestre 2004	Variation
Premier trimestre	159,2	183,3	– 13,1 %
Deuxième trimestre	148,6	163,6	– 9,2 %
Chiffre d'affaires consolidé.	307,8	346,9	– 11,3 %

Le groupe Evialis a réalisé au premier semestre 2005 un chiffre d'affaires de 307,8 M€ contre 346,9 M€ au cours de la même période de l'exercice précédent, soit un recul de 11,3 %. L'adoption des normes IFRS et les effets de change ont un effet négligeable sur le chiffre d'affaires.

Un marche français chahuté. — Sur le plan des volumes, le marché français a été marqué sur ce premier semestre 2005 par un recul sur les productions industrielles, porc et volaille, qui représentent 70 % du marché ainsi que sur les Ruminants, qui avaient bénéficié d'un contexte favorable sur le premier trimestre 2004 avec la fin des effets de la sécheresse de 2003. Ces phénomènes particulièrement marqués sur le premier trimestre ont été partiellement corrigés par une légère reprise sur les mois de mai et juin.

Par ailleurs, les prix des matières premières qui conditionnent fortement les prix de vente (75 % du prix de revient) ont, sur cette même période, enregistré une baisse sensible qui a été largement répercutée aux clients.

Dans ce contexte, les volumes des activités françaises d'Evialis ont bien résisté notamment sur la volaille et les espèces de diversification mais ont pâti, à l'instar du marché, de la conjoncture sur les aliments ruminants qui constituent le cœur de son mix produits. En terme de valeur, le repli des prix des matières premières s'est traduit par une baisse du prix moyen de 9 % sur le semestre.

Les activités de « Prémix et spécialités » et de Santé animale maintiennent, en revanche, leur contribution.

A l'international, de bonnes performances. — Le chiffre d'affaires des activités du groupe à l'international s'établit à 68,5 M€ avec une progression de près de 20 % sur le deuxième trimestre.

Cette performance tient notamment au bon comportement de nos activités d'aliments complets :

— Au Vietnam, où nos deux filiales ont vu leurs volumes, notamment sur les productions aquacoles, progresser de 80 % et le chiffre d'affaires du semestre s'inscrire à 11,5 M€, en hausse de 70 %,

— Au Brésil, où le redressement amorcé sur 2004 se confirme : les volumes et le chiffre d'affaires progressent respectivement de 8 % et 11 % sur le semestre.

Pour leur part, les activités de « Premix spécialités » progressent légèrement, le chiffre d'affaires continuant de croître notamment en Afrique du Sud (+ 11 %), en Italie (+ 22 %) et en Pologne, où sur ce métier est en pleine relance et a doublé.

Ces développements d'activités permettent de compenser l'effet de la baisse du prix des matières premières et la décision d'arrêter des activités déficitaires de sous-traitance dans le métier de l'aliment complet, notamment en Pologne.

Amélioration des résultats semestriels. — La reconstitution progressive des marges sur la France, les bonnes performances de l'international et les chantiers d'optimisation des coûts opérationnels sur la France devraient conduire à des résultats en sensible amélioration par rapport au premier semestre 2004.

Evialis communiquera ses résultats semestriels le mercredi 21 septembre 2005.

95271

SOCIETE FINANCIERE ANTILLES GUYANNE « SOFIAG »

(Capital détenu à 100 % par la Bred Banque populaire.)

Société par actions simplifiée au capital de 2 200 000 €.
Siège social : 12, boulevard du Général-De-Gaulle, 97200 Fort-de-France.
448 328 344 R.C.S. Fort-de-France. — APE : 652 C.
Exercice social : du 1er janvier au 31 décembre 2004.

Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 31 mai 2005.

I. — **Bilan au 31 décembre 2004.**
(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/03	31/12/04
Caisse, banques centrales, C.C.P.		79
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur établissements de crédit		57 413
Opérations avec la clientèle		413 820
Obligations et titres à revenu fixe		
Actions et titres à revenu variable		957
Participations et autres titres détenus à long terme	7 244	1 565
Parts dans les entreprises liées		23
Crédit-bail et LOA.		
Location simple		
Immobilisations incorporelles.		75
Immobilisations corporelles		4 367
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs		2 709
Comptes de régularisation		463
Total actif	7 244	481 471

Passif	31/12/03	31/12/04
Banques centrales, C.C.P.		
Dettes sur les établissements de crédit	7 208	366 355
Opérations avec la clientèle		514
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs		19 078
Comptes de régularisation	2	2 811
Provisions pour risques et charges		16 815
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux		
Capitaux propres hors FRBG	34	75 898
Capital souscrit	40	2 200
Primes d'émission		70 476
Réserves		
Produits de l'émission		
Provisions réglementées et subventions d'investissement		
Report à nouveau		6
Résultat de l'exercice	– 6	3 228
Total passif	7 244	481 471

Hors bilan	31/12/03	31/12/04
Engagements donnés :		
Engagements de financement donnés		7 700
Engagements de garantie donnés		7 994
Engagements sur titres		
Engagements reçus :		
Engagements de financement reçus		4 112
Engagements de garantie reçus		135 186
Engagements sur titres		

II. — **Compte de résultat.**
(En milliers d'euros.)

	2003 Sofiag	2004 Sofiag
Intérêts et produits assimilés		35 079
Intérêts et charges assimilés	– 3	– 15 770

	2003 Sofiag	2004 Sofiag
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées		
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées		
Produits sur opération de location simple		
Charges sur opérations de location simple		
Revenus des titres à revenu variable		7
Commissions (produits)		261
Commissions (charges)		– 149
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		6
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		– 38
Autres produits d'exploitation		1 667
Autres charges d'exploitation		– 1 402
Produit net bancaire	– 3	19 661
Charges générales d'exploitation	– 3	– 12 434
Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles		– 886
Résultat brut d'exploitation	– 6	6 341
Coût du risque		– 15 380
Résultat d'exploitation	– 6	– 9 039
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		– 42
Résultat courant avant impôt	– 6	– 9 081
Résultat exceptionnel		
Impôt sur les bénéfices		0
Dotations/Reprises de fonds pour risques bancaires généraux et provisions réglementées		12 309
Résultat net	– 6	3 228

III. — **Affectation du résultat.**

L'assemblée générale décide d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2004 :

Bénéfice net de l'exercice	3 227 706,57 €
Report à nouveau antérieur	– 6 211,73 €
Soit un total de	3 221 494,84 €
Dotation à la réserve légale (5 %)	– 161 074,75 €
Soit un bénéfice distribuable de	3 060 420,09 €
Prélèvement sur le poste « Prime d'émission, de fusion et d'apports »	3 937 779,91 €
Distribution d'un dividende de 31,81 € à chacune des 220 000 actions, ouvrant intégralement droit, pour les personnes physiques, à l'abattement de 50 % visé à l'article 158-3 du Code général des impôts	6 998 200,00 €

Le dividende sera distribué le 15 juin 2005.

Il est rappelé, en application de l'article 243 *bis* du Code général des impôts, que la société n'a effectué aucun versement de dividende au titre des trois exercices précédents.

IV. — **Annexe aux comptes annuels.**

Notes sur les comptes annuels.

Les notes et les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

1. Faits marquants de l'exercice :

— Transfert du personnel : Suite à l'acquisition des sociétés Sodéga, Sodéma et Sofideg par la Bred fin 2003, le personnel a été transféré dans son intégralité à La Bred courant 2004.

— Fusion des sociétés de crédit Sodéga, Sodéma et Sofideg : Les sociétés Sodéga, Sodéma et Sofideg ont fusionné le 23 décembre 2004, avec effet rétroactif au 1er janvier 2004, dans la S.A.S. Antilles Guyane Participation qui a pris dans le même temps l'appellation S.A.S. Sofiag.

La société s'est placée par anticipation sous le nouveau régime comptable des fusions (règlement 2004-01 du Comité de la réglementation comptable).

2. Principes comptables et méthode d'évaluation. — Les comptes annuels de la Sofiag sont présentés en conformité avec les principes comptables applicables en France aux établissements de crédit. Les comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Ils ont été établis dans le respect des principes de prudence, de continuité de l'exploitation, d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes.

2.1. Changement de méthode comptable : Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable durant l'exercice 2004.

2.2. Prêts aux établissements de crédit et crédits à la clientèle : L'identification et la comptabilisation des créances douteuses sont effectuées conformément aux normes comptables bancaires : ce sont les créances de toutes natures, pré-contentieuses ou contentieuses, même assorties de garanties, présentant un risque probable ou certain de non recouvrement total ou partiel. Le déclassement des créances, en douteux s'effectue sauf cas particuliers au plus tard trois mois après le premier impayé. Dès leur passage au contentieux les créances basculent dans la catégorie des créances douteuses compromises. Lorsque la banque estime que les débiteurs concernés risquent d'être dans l'impossibilité d'honorer leurs engagements, une provision est inscrite en diminution de l'actif. Celle-ci est calculée en fonction du risque de non recouvrement. Pour ce qui concerne les créances douteuses compromises, seuls les intérêts effectivement recouvrés après récupération intégrale du capital restant dû sont enregistrés en résultats. Si elles étaient significatives les restructurations hors conditions de marché seraient isolées et traitées conformément au règlement 2002-03 du Comité de la réglementation comptable.

2.3. Titres déplacement et titres d'investissement : Conformément au CRC 2000-02, les règles suivantes sont applicables en fonction de la finalité de l'opération :

Les titres de placement, acquis avec un objectif de détention supérieure à 6 mois, sont enregistrés à la date d'acquisition, au prix d'achat. Il s'agit d'actions et de parts sociales de société, détaillées ci-dessous.

Les moins-values latentes déterminées par la différence entre la valeur comptable et le prix de marché font l'objet d'un provisionnement ligne à ligne sans compensation avec les plus-values latentes constatées.

La Sofiag ne détient pas de titres d'investissement.

2.4. Parts dans les entreprises liées, titres de participation et titres détenus à long terme : Conformément au règlement CRC 2000-02, il s'agit des titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice, ou d'en assurer le contrôle. Les titres de participation sont détaillés ci-dessous.

2.5. Immobilisations : Les immobilisations sont comptabilisées au bilan à leur coût historique (prix d'achats et frais accessoires) net de T.V.A. récupérable.

Les immobilisations incorporelles concernent essentiellement :

— les logiciels créés ou acquis amortis su 3 à 5 ans.

Les immobilisations corporelles sont amorties suivant le mode linéaire :

— les constructions sur 20 à 25 ans ;

— l'aménagement des constructions sur 4 à 10 ans ;

— les matériels de bureau et informatique sur 3 à 10 ans ;

— le mobilier de logement sur 3 à 10 ans ;

— la matériel et outillages divers sur 5 ans.

2.6. Provisions pour risques et charges : Conformément au règlement CRC 2000-06, il s'agit de provisions afférentes à une obligation à l'égard d'un tiers, susceptibles d'entraîner une sortie de ressources sans contrepartie.

Des spécificités de l'exercice 2004 sont à noter :

— La Sofiag a provisionné en 3 millions d'euros de frais de fusion ;

— Les fonds pour risques bancaires généraux ont fait l'objet d'une reprise totale fin 2004.

En contre partie de ce profit (à déduire fiscalement), des modalités de reprovisionnement spécifiques à chacun des trois établissements ont été mises en place.

Le total de reprise de fonds pour risques bancaires généraux s'élève à 12 309 milliers d'euros réparti comme suit (en milliers d'euros) :

— Sodéga : 4 823 ;

— Sodéma : 4 012 ;

— Sofideg : 3 474.

2.7. Primes de fusion : Elles sont constituées par le boni constaté lors de la fusion des sociétés de crédit au sein de la S.A.S. Sofiag.

2.8. Engagements de financement : Les engagements de financement donnés enregistrent les montants restant à verser au titre des conventions de prêts signées avec la clientèle ou avec les établissements de crédit.

2.9. Engagements de garantie : Les engagements de garantie enregistrent les éléments reçus des clients dans les cadre des contrats de prêts.

2.10. Evénements postérieurs à la clôture : Aucun élément significatif, postérieur à la date du 31 décembre 2004 et qui n'aurait pas été pris en compte par l'établissement des comptes à cette date, n'est intervenu.

Annexes du bilan actif.

1. Créances :

1.1. Détails des créances sur établissements de crédit et sur la clientèle :

— Créances sur les établissements de crédit :

(En milliers d'euros)	2003	2004
A vue	0	45 574
Comptes ordinaires banques centrales		75
Comptes ordinaires		45 307
Créances rattachées		192
A terme	0	20 852

(En milliers d'euros)	2003	2004
Crédits sains :		
Encours des prêts aux établissements de crédit-bail		2 593
Valeurs non imputées		0
Créances rattachées		76
Créances douteuses :		
Encours des prêts aux établissements de crédit-bail		18 183
Créances rattachées		0
Total brut	0	66 426
Provisions sur créances douteuses		– 8 938
Total créances sur les établissements de crédit	0	57 488

— Créances sur la clientèle et créances subordonnées :

(En milliers d'euros)	2003	2004
Crédits sains :		
Trésorerie		5 187
Economie		153 365
Habitat		151 772
Autres crédits		5 527
Créances rattachées encours sains		198
Créances douteuses :		
Trésorerie		1 341
Economie		227 996
Habitat		40 731
Dont créances rattachées douteuses		11 519
Total brut	0	586 117
Provisions pour créances douteuses		– 178 093
Total net des créances sur la clientèle	0	408 024

(En milliers d'euros)	2003	2004
Créances saines		4 861
Créances douteuses		1 525
Total brut		6 386
Provisions pour créances douteuses		– 590
Total net des créances subordonnées	0	5 796
Opérations avec la clientèle	0	413 820

1.2. Ventilation par durées résiduelles :

(En milliers d'euros)	Durée restant à courir				
	A moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créances sur établissements de crédit	161	909	1 179	344	2 593
Créances sur la clientèle	14 416	41 148	155 663	104 624	315 851
Créances subordonnées	334	1 001	3 139	387	4 861

2. Immobilisations et amortissements :

(En milliers d'euros)	Valeur brute comptable 2003	Acquisitions	Sorties	Valeur brute comptable 2004
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement				
Fonds commerciaux				0
Logiciels				605
Droits au bail				0
Total	0	0	0	605
Immobilisations corporelles :				
Exploitation	0	0	0	8 250
Terrains				665
Constructions				4 898
Autres				2 687
Hors exploitation	0	0	0	3 198
Terrains				138
Constructions				2 945
Autres				115
Total	0	0	0	11 448

(En milliers d'euros)	Cumul amortissements	Valeur nette comptable 2003	Valeur nette comptable 2004
Immobilisations incorporelles :			
Frais d'établissement			
Fonds commerciaux			
Logiciels	531		74
Droits au bail			
Total	531	0	74
Immobilisations corporelles :			
Exploitation	5 465	0	2 785
Terrains			665
Constructions	3 711		1 187
Autres	1 754		933
Hors exploitation	1 616	0	1 582
Terrains			138
Constructions	1 580		1 365
Autres	36		79
Total	7 081	0	4 367

3. Détail des titres de placement et de participations inscrits à l'actif :

(En milliers d'euros)	Valeur brute comptable	Provision	Valeur nette comptable
Portefeuille de placement	1 262	305	957
Titres non cotés	1 262	305	957
Total	1 262	305	957

Les titres de placements proviennent pour leur totalité de l'ex-Sodéma.

(En milliers d'euros)	% Capital détenu	Valeur brute comptable	Provision	Valeur nette comptable
Participations non consolidées :				
Sagipar	11,39 %	53		53
S.N.C. Locprint	33,40 %	5	5	0
S.A. Samideg	3,00 %	61	61	0
Tréfima-Biometal Gpe	1,08 %	21	21	0
SGFGAS	3,28 %	30		30
Sofaris	0,60 %	1 365		1 365
G1P Dormoy	12,44 %	76		76
Générale de Menuiserie	12,26 %	42		42
Sisal	17,08 %	144	144	
Mac Intosh	24,00 %	110	110	0
Semagu	0,49 %	27	27	0
Semdepac	0,28 %	46	46	0
Total participations non consolidées		1 980	414	1 566
Dont : France		1 980	414	1 566
Etranger				
Participations consolidées :				
Crédit Maritime	1,99 %	23		23
Total participations consolidées		23	0	23

4. Autres actifs :

	2003	2004
Autres débiteurs divers		1 741
Débiteurs divers - Créances douteuses		4 477
Débiteurs divers - Provisions		– 3 509
Total débiteurs divers net	0	2 709
Comptes d'encaissement		14
Comptes d'ajustement		393
Charges constatées d'avance		16
Autres produits à recevoir		40
Charges à répartir		0
Autres comptes de régularisation		0
Total comptes de régularisation	0	463

Annexes du bilan passif.

1. Dettes envers les établissements de crédit :

1.1. Détail :

(En milliers d'euros)	2003	2004
Comptes et emprunts à vue	7 205	696
Comptes et emprunts à terme		364 440
Dettes rattachées	3	1 219
Total dettes envers les établissements de crédit	7 208	366 355

1.2. Durées résiduelles :

(En milliers d'euros)	Durée restant à courir					
	A moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Dettes des établissements de crédit	21 063	50 933	180 541	111 903		364 440

2. Comptes de régularisation et autres passifs :

(En milliers d'euros)	2003	2004
Produits constatés d'avance		469
Charges à payer	2	1 610
Autres comptes de régularisation		732
Total comptes de régularisation	2	2 811

(En milliers d'euros)	2003	2004
Fonds régional de participation		9 977
Dettes fiscales		32
Autres dettes		630
Dettes Sodérag		2 691
Divers		145
Autres dépôts de garanties		5 603
Total autres passifs		19 078

3. Provisions pour risques et charges :

(En milliers d'euros)	2003	2004
Provisions pour risques sur cautions		5 000
Provisions pour litiges		
Notification redressement fiscal		
Provisions pour risque T.V.A.		
Provisions médailles du travail		0
Provisions pour retraite et indemnités de fin de carrière		286
Provisions pour risques clients		8 459
Provisions pour frais de fusion		3 000
Autres provisions pour risques		69
Total	0	16 814

Les provisions pour frais de fusion sont inscrites pour 3 millions d'euros.

Les provisions pour risques clients comprennent 6,9 millions d'euros sur les contrats clients Sodéga.

4. Détail des fonds propres :

(En milliers d'euros)	2003	2004
Boni de fusion	0	70 476
Réserve légale	0	0
Réserves des plus-values à long terme	0	0
Autres réserves	0	0
Réserves des plus-values à long terme	0	0
Capital	40	2 200
Fonds pour risques bancaires généraux	0	0

Le capital social a fait l'objet d'une augmentation de 2 160 000 € en date du 23 décembre 2004 dans le cadre de la fusion des sociétés Sodéma, Sodéga et Sofideg avec la S.A.S. Sofiag.

Le capital de Sofiag est constitué de 220 000 actions dont 219 999 sont détenues par la Bred et 1 par Cofeg.

Annexes du compte de résultat.

1. Intérêts et éléments assimilés :

(En milliers d'euros)	2004	
	Charges	Produits
Intérêts sur établissements financiers	15 741	1 609
Intérêts sur crédits de trésorerie		616
Intérêts sur crédits à l'équipement		13 905
Intérêts sur crédits à l'habitat		12 852
Autres crédits à la clientèle		1 184
Intérêts sur prêts participatifs		198
Intérêts sur créances douteuses		4 346
Intérêts autres	29	16
Pertes sur int. irrécupérables	5 860	
Récupérations sur créances amorties		3
Dotations aux provisions sur intérêts	4 875	
Reprises sur provisions sur intérêts		11 085
Total	26 505	45 814
Net		19 309

2. Commissions et assimilés :

(En milliers d'euros)	2004	
	Charges	Produits
Opérations avec les établissements de crédit	112	
Opérations avec la clientèle		232
Opérations sur portefeuille titres		
Opérations de change		
Opérations de hors bilan	18	29
Engagements sur titres		
Opérations sur instruments financiers à terme		
Commissions sur titres gérés ou en dépôt		
Opérations sur titres pour la clientèle		
Moyens de paiement et divers		
Autres prestations de services financiers	9	
Commissions diverses d'exploitation bancaire	10	
Total	149	261
Net		112

3. Charges générales d'exploitation :

(En milliers d'euros)	2003	2004
Appointements		16
Charges sociales		24
Charges fiscales sur salaires		9
Total des frais de personnel	0	49
Impôts et taxes		533
Locations		20
Rémunérations d'intermédiaires		93
Transports et déplacements		33
Autres services extérieurs (*)	3	11 527

(En milliers d'euros)	2003	2004
Dotations nettes pour risques non bancaires.		179
Total autres frais administratifs	3	12 385
Total.	3	12 434

	2003	2004
Effectif moyen	0	0
Effectif en fin d'exercice.	0	0

(*) Y compris les frais de fusion.

Il n'y a pas de salarié direct à La Sofiag. Le personnel fait l'objet d'une refacturation mensuelle de La Bred à La Sofiag.

Le nombre de personnes entrant dans ce cadre est de 79 au 31 décembre 2004.

4. Coût du risque :

(En milliers d'euros)	2003		2004	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Provisions sur créances douteuses :				
Opérations de trésorerie			21	639
Opérations avec la clientèle			15 963	17 663
Autres créances douteuses			340	186
Provisions pour risques et charges :				
Opérations du bilan			10 919	57
Opérations du hors bilan				
Pertes sur créances irrécouvrables :				
Couvertes par des provisions				
Non couvertes par des provisions.			8 059	
Récupérations sur créances amorties				1 377
Solde.	0		– 15 380	

V. — **Attestation du commissaire aux comptes.**

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification de nos appréciations. — En application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, introduites par la loi de sécurité financière du 1er août 2003, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé, pour émettre l'opinion ci-dessus sur les comptes annuels pris dans leur ensemble, et qui ont porté notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de commentaire particulier.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris, le 29 mars 2005.

Le commissaire aux comptes :
PrincewaterhauseCoopers Audit :
GUY FLURY,
Associé.

VI. — **Rapport de gestion.**

Le rapport annuel de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.

95315

FINANCIERE DE CEZEMBRE

(Capital détenu à 99,18 % par Bolloré.)

Société anonyme au capital de 1 200 000 €.
Siège social : Odet, 29500 Ergué-Gabéric.
552 058 943 R.C.S. Quimper.

Les comptes annuels au 31 décembre 2004, approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 21 juin 2005, ont été publiés dans le journal d'annonces légales « Ouest France » du 29 juillet 2005.

95281

FONCIERE ALTAREA S.A.S.

Société par actions simplifiée au capital de 2 582 128 €.
Siège social : 108, rue de Richelieu, 75002 Paris.
353 900 699 R.C.S. Paris.

Les comptes annuels au 31 décembre 2004 ont été approuvés sans modification par l'assemblée générale ordinaire du 12 avril 2005 et publiés dans les « Affiches parisiennes » du 5 août 2005.

95310

FONCIERE CEZANNE MATIGNON

Société en nom collectif au capital de 480 000 €.
Siège social : 108, rue de Richelieu, 75002 Paris.
348 024 050 R.C.S. Paris.

Les comptes annuels au 31 décembre 2004 ont été approuvés sans modification par l'assemblée générale ordinaire du 8 avril 2005 et publiés dans les « Affiches parisiennes » du 5 août 2005.

95389

FONCIERE CEZANNE MERMOZ

Société en nom collectif au capital de 10 000 €.
Siège social : 108, rue de Richelieu, 75002 Paris.
445 291 404 R.C.S. Paris.

Les comptes annuels au 31 décembre 2004 ont été approuvés sans modification par l'assemblée générale du 8 avril 2005 et publiés dans les « Affiches parisiennes » du 5 août 2005.

95399

GECINA

Société anonyme au capital de 465 763 807,50 €.
Siège social : 14-16, rue des Capucines, 75002 Paris.
592 014 476 R.C.S. Paris.

Informations trimestrielles.
(Montants consolidés.)

Loyers (en K€)	2005	2004
Normes IFRS.		
Premier trimestre	132 028	114 857
Deuxième trimestre	127 534	118 392
	259 562	234 249

Les loyers consolidés du groupe Gecina (en normes IFRS à compter du 1er janvier 2005) ont progressé de 10,8 % au 30 juin 2005.

A structure égale et hors surfaces en vente, les loyers consolidés du groupe ont augmenté de 5,2 % (+ 5,1 % pour les loyers d'habitation et + 5,3 % pour les loyers d'Immobilier d'entreprise).

95340